



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2603
22 juin 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE** UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

C'est tous ensemble qu'il faut lutter

Manifestons le 28 juin!



LE MOUVEMENT.INFO

Cheminots
**Des grévistes
toujours
déterminés**

page 11

Migrants
**Inhumanité
capitaliste
sans frontières**

pages 5 et 8

Aides sociales
**Macron fait
la guerre aux
pauvres**

page 3

Pour Macron, il y a trop pour les pauvres, jamais assez pour les riches !

« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les pauvres ne s'en sortent pas. » La sortie de Macron, transmise par son service de communication, est volontairement grossière et provocatrice, quand on sait que Macron n'a pas lésiné sur le « pognon » pour arroser les plus riches.

C'est un pied de nez à tous ceux qui, dans son propre camp, lui demandaient une politique plus sociale, et un encouragement pour ceux qui n'ont que mépris pour les travailleurs. Pour tous ceux qui ne l'avaient pas encore compris, la politique de Macron est et restera une politique antiouvrière.

Macron part de banalités que tout le monde peut constater. Oui, la pauvreté et le chômage se développent malgré les aides sociales. Oui, malgré ces aides, des millions de femmes et d'hommes ont du mal à se soigner ou à se loger. Car aucun dispositif social ne compensera jamais les dégâts engendrés par le système capitaliste. Le capitalisme est une fabrique à inégalités. Pour que la minorité s'enrichisse, la majorité doit être appauvrie, voilà le fonctionnement normal de l'économie !

Carrefour a récemment fait l'actualité car, au moment même où le groupe annonçait la suppression de 2100 postes, le conseil d'administration arrosait les actionnaires et accordait à l'ex-PDG une rallonge de sa prime de départ. Devant le scandale qui écornait l'image de la marque, celui-ci a dû renoncer à quelques millions, mais part tout de même les poches bien garnies. Et on peut aussi parler de Ford, groupe richissime qui ferme son usine à Blanquefort et veut mettre un millier d'ouvriers sur le carreau. On peut parler de la rapacité de General Electric, qui préfère faire travailler des intérimaires plutôt que tenir sa promesse de créer 1000 emplois. Ou encore de PSA, qui veut imposer un allongement gratuit du temps de travail, aujourd'hui à l'usine de Vesoul, demain sans doute à tous les ouvriers du groupe.

En visant les plus pauvres, Macron voudrait faire croire que nous sommes dans une société du mérite, où chacun serait libre et maître de ses choix. Nous serions libres de nous éduquer, de nous former, de travailler dans l'emploi de notre choix, et même libres de choisir nos retraites ? Ce sont des fadaïses, destinées à tromper les exploités pour les enfoncer toujours plus !

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'égalité des chances dans le cadre du capitalisme. Fondé sur la propriété du capi-

tal et la domination de la classe sociale qui monopolise les capitaux, ce système est basé sur l'existence de deux classes sociales aux intérêts opposés. Il y a, d'un côté, cette classe capitaliste qui décide de tout et, de l'autre, le monde du travail qui n'a voix au chapitre sur rien.

Comme Sarkozy en son temps ou Wauquiez qui parle du « cancer de l'assistanat », Macron a le cynisme de renvoyer les chômeurs et les plus pauvres à leur « responsabilité ». Il se permet de faire la leçon aux travailleurs, lui qui a commencé son mandat en renforçant le permis d'exploiter et de licencier du patronat.

Alors, que fera-t-il contre les aides sociales ? Supprimera-t-il les 494 euros par mois de l'allocation de solidarité spécifique versée aux chômeurs en fin de droits ? Remettra-t-il en cause la prime d'activité, qui permet aux salariés enchaînant petits boulots et périodes de chômage de joindre les deux bouts ?

Rien de précis n'est annoncé, mais toute sa politique peut se résumer ainsi : « La pauvreté s'étend ? Arrosons les riches ! » Qu'il s'agisse de la réforme des retraites, de celle des aides sociales ou de celle de l'État, le gouvernement enfoncera plus encore les travailleurs, qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite.

Parmi les travailleurs, ceux qui ne se résignent pas se demandent ce qui peut déclencher la révolte générale. Les cheminots qui se sont lancés dans le combat se posent la question tous les jours, car ils savent que c'est cela qui peut être décisif pour faire reculer le gouvernement.

Personne ne sait d'où viendra l'étincelle. Du mépris antiouvrier d'un politicien bourgeois comme Macron ? D'un de ces grands patrons qui se payent des dizaines de millions et qui rognent sur la moindre prime ? Le monde du travail peut encaisser les coups longtemps, mais cela ne durera pas éternellement. Un jour ou l'autre, ça explosera.

C'est alors que les travailleurs pourront imposer à cette classe d'exploiteurs leur droit à une existence digne. Et, au-delà, c'est à partir de telles explosions sociales qu'ils pourront poser le problème de leur émancipation collective, c'est-à-dire celui du renversement de la bourgeoisie et de ses valets, pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ



Manifestons le 28 juin	3
Aides sociales : la charge contre les pauvres continue	3
Comptes publics-fortunes privées : les vases communicants	3
Fonctionnaires : salaires toujours bloqués	4
Loi Pacte : entre gouvernement et patronat	4

Privatisations : retardées par la grève ?	4
Migrants : politique criminelle du gouvernement	5



Centres de rétention : encore plus d'enfants enfermés	5
Calmels-Wauquiez : combat de coquelets	5
Loi avenir : pour sécuriser... les patrons	6

Carrefour : l'ancien PDG ne part pas les mains vides	6
Une garantie bidon pour les "ubérisés"	6
Lactalis : l'opacité, règle patronale	7
Mailly va conseiller... le patronat	7
Protectionnisme : Le Pen-Maginot	7

DANS LE MONDE

Migrants : l'inhumanité sans frontières	8
Italie : les surenchères odieuses de Salvini	8



Colombie : la droite remporte la présidentielle	9
États-Unis : les enfants migrants en rétention	9
Turquie : beaucoup de discours, la voix de la classe ouvrière absente	10
Travailleuses en lutte pour leurs droits	10
Russie : Poutine s'attaque aux retraites	16



« Les morts se mettent enfin à parler »	16
---	----

CHEMINOTS

Les grévistes tiennent toujours	11
---------------------------------	----

ENTREPRISES

France Télécom	12
General Electric	12
Renault-Sovab - Batilly	13
Safran - Villaroche	13
PSA - Vesoul	13
Enedis-GRDF : la lutte s'étend	14
Smovengo - Paris : les grévistes de Vélib' licenciés	14
Catacombes - Paris	15
Euro Disney	15

Le 28 juin : c'est tous ensemble qu'il faut lutter

Les syndicats CGT, Force ouvrière et l'Union syndicale solidaire appellent le 28 juin à une journée interprofessionnelle avec les syndicats étudiants et lycéens Unef, UNL et FIDL, en soutien « aux étudiants et aux travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités, des secteurs public comme privé, mobilisés pour la défense de leurs droits et l'aboutissement de leurs revendications ». Les cheminots sont appelés à faire grève ce même jour, dans le cadre de la lutte qu'ils mènent maintenant depuis trois mois.

Macron l'annonce clairement de manière cynique et provocante : c'est à tous les travailleurs qu'il veut s'attaquer. Dans la fonction publique, il est question de supprimer 120 000 postes, d'avoir recours massivement aux contractuels. Le gouvernement vient de refuser toute augmentation des salaires des fonctionnaires. Pour faire aussi les poches des travailleurs les plus pauvres, le

gouvernement envisage de revoir à la baisse plusieurs allocations, voire d'en supprimer, comme l'ASS qui bénéficie aux chômeurs en fin de droits, sans parler des attaques contre le pouvoir d'achat des retraités et des projets de remise en cause des retraites.

Bien servis par Macron et son gouvernement, les actionnaires de grandes entreprises et tout ce que le

pays compte de très riches, mènent ainsi la guerre contre l'ensemble du monde du travail. Alors, c'est ensemble qu'il faut se préparer à rendre les coups. Le 28 juin est l'occasion d'affirmer cette nécessité de se battre tous ensemble. Il faut faire de cette journée de protestation contre la politique antiouvrière du gouvernement une réussite!

Aline Rétesse.



Le 15 mars à Alençon.

Aides sociales : la guerre aux pauvres

C'est dans son édition du 6 juin que *Le Canard enchaîné* faisait état d'une économie de sept milliards sur les aides sociales, qui devrait être imposée d'ici 2021 par le Premier ministre au ministère des Solidarités et de la Santé.

Agnès Buzyn a bien affirmé en réponse qu'il n'en était rien, qu'il n'était pas question de « faire des économies sur le dos des pauvres ». Mais elle ajoutait aussitôt, en substance, qu'il faut savoir s'interroger sur l'utilité des aides dès lors qu'elles ne remplissent pas leur objectif, qui serait de sortir de la pauvreté. En même temps, le président lui-même, dans une fuite consciencieusement organisée par son service de communication, livrait aux médias cette somme de bêtise et de grossièreté selon laquelle : « On met un pognon dingue dans les minima sociaux et les gens sont quand même pauvres. »

Quelque temps auparavant, Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, avait aussi tenu son rôle, confessant à propos des aides sociales « Je ne sais plus combien il y en a », juste avant d'asséner : « Mais il y en a trop. » Et de s'empresser d'affirmer : « Les aides ne sont pas incitatives pour sortir de cette période d'inactivité », les traitant de « trappes à inactivité ».

Tous ces politiciens au service de la bourgeoisie entonnent à l'unisson la rengaine selon laquelle il y aurait trop d'aides sociales. Tous ajoutent le couplet selon lequel il faut « responsabiliser les gens si on veut qu'ils sortent de la

pauvreté ». Ainsi donc, si on compte aujourd'hui près de 10 millions de pauvres, ce serait parce les aides sociales pousseraient les chômeurs à rester chez eux plutôt qu'à partir à la recherche d'un emploi. Il faut vraiment toute l'arrogance et le mépris de ces hommes au service du pouvoir pour proférer de telles inepties.

Pas responsables, les pauvres? Quand il faut avec quelques centaines d'euros jongler pour payer le loyer, l'électricité, le gaz, le téléphone, et acheter de quoi nourrir et habiller, entre autres, les enfants? Pas responsables, quand ils doivent y penser jour et nuit, avec l'angoisse de ne pas y arriver si la maladie s'en mêle?

Les aides sociales sont minables, insuffisantes pour vivre, elles permettent tout juste de survivre. Tous ces serviteurs de la bourgeoisie le savent, eux qui perçoivent des salaires vingt fois supérieurs, sans compter les aides « sociales » – logement et voiture de fonction, accès gratuit au réseau SNCF, dépenses téléphoniques, etc. – dont ils bénéficient. Mais ils savent dans quel camp ils sont et que, pour maintenir à tout prix le système qu'ils gouvernent, ils doivent être prêts à toutes les hypocrisies, à toutes les argumentations mensongères.

Sophie Gargan

Comptes publics-fortunes privées : les vases communicants

Macron a doté le ministre des Comptes publics d'une mission claire : tondre les budgets intéressant les travailleurs pour fournir la laine aux capitalistes.

Les économies sur l'hôpital ont ainsi continué, et il s'agirait de gagner encore un milliard dans l'année qui vient, ce qui ne peut se faire qu'au détriment des patients et du personnel. Le gouvernement aurait aussi économisé deux milliards d'euros en supprimant des centaines de milliers d'emplois aidés, créant autant de sans-travail et perturbant l'activité de municipalités, des établissements d'enseignement et des associations. Et, même si la ministre des Solidarités le nie encore, il est bien question d'économiser 7 milliards sur les aides sociales, poussant un peu plus dans le besoin des millions de familles.

Le gouvernement vient également de décider de geler, une année de plus, les salaires des fonctionnaires.

Il a, comme tous les employeurs, massivement recours au travail précaire, réduisant d'autant la masse salariale, déjà amputée au fur et à mesure des suppressions de postes. L'État se prépare de plus à économiser sur les retraites de ses employés, y compris de ceux qui sont déjà partis.

En revanche, malgré la promesse de ne pas augmenter les impôts, le gouvernement a augmenté la CSG sur les retraités, récoltant ainsi 4,5 milliards d'euros chaque année. Il va augmenter la TVA dite réduite sur la restauration, ce qui touchera des millions de travailleurs qui déjeunent d'un sandwich ou d'un plat. Et, comme toujours, l'État perçoit un pactole croissant avec les taxes sur les carburants et prend sa part sur

chaque euro dépensé.

Ne doutons pas que le ministre des Comptes publics, ses conseillers et ses collègues du gouvernement trouveront d'autres idées pour des ponctions sur les classes populaires. Car il leur faut payer les cadeaux faits aux très riches. Il y a d'abord eu la quasi-suppression de l'impôt sur la fortune, la baisse des impôts sur les bénéfices, une série d'exemptions n'intéressant que les plus gros contribuables. Il y a évidemment le fait que l'État tolère, voire organise par ses lois la non-imposition des grandes fortunes. Il y a surtout la politique constante d'aide au grand capital, comme assureur benévole, courtier, avocat, représentant de commerce international, marieur et meilleur client.

Lundi 18 juin encore, le gouvernement annonçait la signature de contrats militaires propres à remplir les caisses de Dassault, Airbus et quelques autres pour les vingt ans qui viennent. Il les paiera avec quelques-uns des milliards volés à la population travailleuse sous prétexte d'équilibre des comptes publics.

Paul Galois

Fête régionale de Lutte ouvrière

Mulhouse

dimanche 24 juin à partir de 11 h 30

Au Lerchenberg,

11, rue du Cercle, Mulhouse-Dornach

Fonctionnaires : salaires toujours bloqués

Sans surprise, le secrétaire d'État à la Fonction publique Olivier Dussopt a annoncé lundi 18 juin une nouvelle année de blocage du salaire des fonctionnaires. En dix ans, la valeur du point d'indice, qui sert de base au calcul des rémunérations de ces plus de 5 millions de salariés, n'aura augmenté que de 0,6 %.

Pour justifier ce nouveau report, le gouvernement met en avant des mesures anecdotiques, sur la hausse du remboursement des frais de mission, la remise en route du plan de rattrapage très insuffisant adopté sous Hollande ou encore une amélioration de la compensation de la hausse de la CSG. Mais la réalité est que le pouvoir d'achat des fonctionnaires va une nouvelle fois baisser, de même souvent que leur salaire net, avec la hausse des cotisations retraite qui se poursuit.

Non seulement le gouvernement s'oppose à ce que les salaires suivent ne serait-ce que l'inflation officielle, mais il prépare ouvertement des attaques massives. Après la mise en place depuis le 1^{er} janvier du non-remboursement d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, l'objectif affiché du gouvernement est de supprimer 120 000 postes d'ici la fin du quinquennat.

De plus, Macron veut encore augmenter la précarité, qui touche déjà plus d'un million de salariés



Montpellier, le 22 mai, les fonctionnaires dans la rue.

de la fonction publique : non-remplacement des fonctionnaires partants, embauche au compte-gouttes avec des contrats courts, changement du statut des fonctionnaires pour les rendre encore plus corvéables.

Ce que le secrétaire d'État à la Fonction publique

appelle introduire de la souplesse et de la liberté n'est rien d'autre que ce que veut faire le gouvernement aux cheminots de la SNCF et ce que met en œuvre le patronat contre l'ensemble des salariés. Il s'agit de faire disparaître les protections collectives, pour atomiser les travailleurs, les

payer toujours moins tout en augmentant le travail qu'ils doivent fournir.

Fonctionnaires ou pas, c'est l'ensemble des travailleurs qui sont attaqués par ce gouvernement. C'est tous ensemble qu'ils pourront y répondre.

Gilles Boti

Loi Pacte : scellée entre gouvernement et patronat

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a présenté lundi 18 juin la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises), un «renouveau du visage du capitalisme hexagonal» selon lui. Dans les faits, il s'agit encore d'alléger ce que les patrons doivent payer comme contributions sociales.

Cette loi supprime des seuils, en nombre de salariés, qui obligeaient les entreprises à s'acquitter de certaines règles. Par exemple, les entreprises ne devront avoir de règlement intérieur qu'à partir de 50 salariés, et non plus de 20. Ou encore, elles ne devront cotiser au Fonds national d'aide au logement qu'à partir de 50 salariés, contre 20 jusqu'à maintenant. Au final, il ne restera plus que trois seuils : à 11, à 50 et à 250 salariés, et ces seuils seront gelés pendant cinq ans consécutifs. C'est-à-dire que ce n'est qu'au bout de cinq ans qu'une entreprise ayant dépassé un de ces seuils sera

contrainte à appliquer les dispositions correspondant à sa nouvelle taille.

La loi supprime aussi le «forfait social» pour les entreprises de moins de 250 salariés. Cette contribution patronale à la Sécurité sociale était obligatoire pour toutes les rémunérations non soumises à cotisations sociales, comme la participation ou l'intéressement. Le gouvernement dit que cette mesure incitera les petites et les moyennes entreprises à mettre en place ce genre de dispositif d'épargne salariale. Mais il n'y a aucune obligation à cela dans la loi. Il s'agit de mesures «incitatives» pour les patrons, comme a tenu à dire Le Maire. Concrètement, les patrons d'entreprises de moins de 250 salariés qui ont déjà mis en place ce genre de dispositif verront donc leur contribution sociale baisser, et les autres feront ce qu'ils voudront. De toute façon, ces plans d'épargne salariale représentent plus un piège qu'autre chose pour les

travailleurs car, en plus de faire croire à un intérêt commun entre les salariés et le patron, ils se font en réalité au détriment de véritables hausses de salaire durables.

Cette loi comporte encore un nombre important d'autres mesures, comme la suppression des obligations fiscales et sociales pour les entreprises de moins de 20 salariés. Mais la réduction et le gel des seuils ainsi que la suppression du forfait social sont celles qui pèsent le plus lourd dans le financement de la loi Pacte. Elles représentent 800 millions d'euros sur 1,1 milliard d'euros que ce nouveau train de mesures coûtera à l'État pour le bénéfice des patrons.

Alors même que le gouvernement s'attaque au statut des cheminots et se prépare à attaquer les retraites des travailleurs, il cajole le patronat. L'un va avec l'autre, car c'est avec les premières mesures qu'il finance les secondes.

Pierre Royan

Privatisations : retardées par la grève ?

Outre des mesures généralement favorables au patronat, la loi Pacte contient également l'annonce de privatisations. L'État va céder pour près de 15 milliards d'euros d'actions qu'il possède dans les entreprises Aéroport de Paris (ADP), la Française des jeux et Engie (ex-GdF Suez).

Une fois qu'il aura privatisé en vendant ses actions à bas prix à des capitalistes qui auront fait là une bonne affaire, l'État mettra l'argent récupéré dans un fonds pour l'innovation et l'industrie. C'est-à-dire que cet argent servira à subventionner les profits patronaux. Des deux côtés, les capitalistes sont gagnants.

Tout cela est alléchant pour le patronat qui attendait ces annonces avec impatience. Pourtant, selon la presse, la publication de la loi Pacte aurait justement été retardée à cause de cette partie de la loi sur les privatisations. Ce qui aurait poussé le gouvernement à attendre serait la crainte de réactions ouvrières, «alors que le conflit à la SNCF peine

à se terminer et que ces privatisations suscitent déjà de vifs questionnements chez les salariés des entreprises concernées», écrit le journal Les Échos.

Le gouvernement justifie sa politique en invoquant les nécessités économiques, la compétitivité, etc. Mais ce sont des prétextes et il sait très bien que l'accumulation de mesures antiouvrières risque tôt ou tard de déclencher des réactions des salariés. Son travail consiste justement à prendre toutes les mesures que la grande bourgeoisie lui réclame, tout en s'arrangeant pour ne pas provoquer d'explosion sociale. Mais elle est inévitable.

P. R.

Bien dans son assiette ?

Macron a décidé de changer les assiettes de l'Élysée. La manufacture de Sèvres fabriquera donc 1 200 assiettes destinées aux chefs d'État, ministres, altesses et autres personnalités qu'il reçoit aux frais des contribuables.

Les services de l'Élysée ont parlé d'une dépense

de 50 000 euros. *Le Canard enchaîné* s'est renseigné : les plus simples de ces assiettes reviennent à 400 euros pièce et certaines, dessinées et peintes par des artistes connus, coûtent bien plus cher. La commande se monterait à plus d'un demi-million.

Cher, pour des assiettes ?

Allons donc, il ne s'agit pas de minima sociaux, qui eux coûtent «un pognon de dingue». On ne peut tout de même pas servir ce beau monde dans de la vaisselle Duralex. Et on est loin de la mangeoire en ivoire dans laquelle cet empereur romain donnait son picotin à son cheval. Encore que...

Vincent Gelas



Déjeuner à l'Élysée en 2017 : c'est vrai que ça manque d'assiettes !

Migrants : la politique criminelle du gouvernement français

Macron n'a rien à envier à son homologue italien en matière de cynisme dans les décisions qui ont accompagné la traversée de l'Aquarius. Verrouillant les ports français, il a largement contribué à rendre insupportable le périple de ces migrants.

Pendant plus d'une semaine, le navire est passé au large des côtes italiennes, mais aussi françaises, notamment à quelques milles marins de la Sardaigne et de la Corse, pour finalement atteindre l'Espagne. Les souffrances des rescapés, déjà sévèrement éprouvés par le naufrage de leurs canots au large de la Libye, ont été prolongées par l'interdiction de débarquer opposée par le gouvernement français. Sur

le pont du navire surchargé, la chaleur étouffante a alterné avec la tempête, et les rescapés, hommes, femmes et enfants, ont dû subir pendant des jours le mal de mer.

Ce n'est certainement pas l'annonce que la France accueillera quelques migrants, soigneusement triés par l'Office de l'immigration parmi ceux débarqués à Valence, qui rendra cette politique moins ignoble. Macron a voulu montrer que

même une tragédie comme celle-ci, si médiatisée soit-elle et quelles que puissent être les souffrances endurées par plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, ne le ferait pas renoncer à faire des frontières une barrière étanche.

Cette attitude est bien à l'image de la politique du gouvernement français, qui n'hésite pas à envoyer les migrants à la mort. Dans les Alpes, certains paient de leur vie leur tentative d'échapper à des contrôles de plus en plus serrés. Même pour ceux qui parviennent à passer, la menace d'une expulsion plane toujours

d'avantage, et la loi asile-immigration discutée en ce moment au Sénat l'accroît encore. Elle permettra d'expulser plus rapidement les déboutés du droit d'asile, réduisant notamment le délai de recours.

Cette politique meurtrière se prolonge en Afrique même, où l'Europe paye pour faire des pays de transit une première barrière. Au Niger, l'Europe verse des millions pour que les contrôles se multiplient sur la grande route empruntée par les migrants, obligeant ceux-ci à faire le détour par un désert qui, comme la Méditerranée, est devenu

un cimetière. En Libye, les gardes-côtes, financés pour empêcher les migrants de prendre la mer, les vendent aux marchands d'esclaves. Au Soudan même, une des pires dictatures, des camps ont été bâtis avec l'aide de l'Union européenne, et donc l'aval du gouvernement français, pour bloquer ceux qui fuient l'Érythrée.

D'une extrémité à l'autre des routes migratoires, on ne compte plus le nombre de morts, de viols et de mauvais traitements dont cette politique inhumaine porte la responsabilité.

Daniel Mescla

Des manifestations de soutien

Partie fin avril de Vintimille, à la frontière italienne, la marche solidaire et citoyenne pour les migrants est passée par Paris dimanche 17 juin, avant de se diriger vers Calais et Londres, où elle devrait arriver début juillet.

À Paris, plusieurs milliers de participants ont défilé aux côtés des marcheurs, protestant contre l'attitude du gouvernement vis-à-vis des réfugiés bloqués sur l'Aquarius et contre la loi asile et immigration de Collomb. Plusieurs intervenants, dont une représentante de Lutte ouvrière, se sont élevés contre le blocage des frontières et ont plaidé

en faveur d'un véritable accueil de tous les migrants.

Du 12 au 15 juillet, ce sont les Passeurs d'humanité qui organiseront un festival dans la vallée de la Roya pour aider les migrants. Depuis des mois, des hommes et des femmes se mobilisent dans cette vallée du département des Alpes-Maritimes, limitrophe de l'Italie, pour accueillir et secourir les réfugiés qui ont tout perdu dans leur dangereux périple.

Pour de plus amples informations, consulter le site : passeursdhumanite.com et écrire à ami.e.sdelaroya@gmail.com

Centres de rétention : de plus en plus d'enfants enfermés

La contrôlée des lieux de privation de liberté a publié le 14 juin un avis critiquant l'augmentation du nombre d'enfants étrangers détenus dans des centres de rétention administrative (CRA), l'antichambre des expulsions pour les migrants sans papiers interpellés.

Le nombre de mineurs détenus en CRA était de 41 en 2013; il est monté à 304 en 2017. Le chiffre explose depuis 2015 et, en 2016, la France a été condamnée à cinq reprises par la Cour européenne des droits de l'homme.

La contrôlée des lieux de privation de liberté note : « L'enfermement des enfants, même pour une courte durée, a nécessairement des conséquences négatives sur eux : plongés dans un univers quasi pénitentiaire, anxieux, entourés de murs, de grilles et de barbelés, ils sont témoins de tous les actes de la vie du CRA : rendez-vous à l'infirmerie, violences, notification des décisions, transfert de personnes entravées ou menottées ». Il ressort, poursuit l'avis, « que nombre des enfants exposés à un tel traitement ont ensuite nourri

durablement des angoisses et subi des troubles du sommeil, du langage ou de l'alimentation ».

Dans son projet de loi asile et immigration, qui allonge de 45 à 90 jours la durée maximale de séjour en centre de rétention, le gouvernement a repoussé les amendements de sa propre majorité souhaitant interdire l'enfermement des enfants. En jugeant que cela rendrait impossible d'expulser les familles, Gérard Collomb a ajouté le cynisme à l'inhumanité.

Boris Savin



La marche des solidarités à Nice.

Calmels - Wauquiez : combat de coquelets

Le président des Républicains, Laurent Wauquiez, a évincé de son poste la numéro deux, Virginie Calmels, après qu'elle eut critiqué un tract du parti que le Rassemblement national (ex-FN) n'aurait pas désavoué.

Première adjointe d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux, Virginie Calmels se présentait comme l'aile libérale du parti, face à un Wauquiez affichant de plus en plus ouvertement ses convictions d'extrême droite. Elle avait pourtant choisi de le soutenir en acceptant le poste de seconde de LR, dans le but de rassembler, disait-elle, les différents courants d'un parti plus que fragilisé par la défaite de l'élection présidentielle.

Reconstituer un parti de type gaulliste,

rassemblant toutes les tendances du centre à l'extrême droite, est devenu une gageure. Le parti Les Républicains se trouve pris en tenaille entre le Rassemblement national d'une part, la République en marche d'autre part. En calquant son discours sur celui de Marine Le Pen, Wauquiez espère grignoter le terrain de cette dernière. C'est oublier que, pour les plus réactionnaires des électeurs, la copie ne vaudra jamais l'original. De l'autre côté, Macron a réussi, avec le

soutien ouvert du patronat et bien aidé par la déconfiture de Fillon, son opération de séduction vis-à-vis de l'électorat de droite.

Il ne reste plus à Calmels et à quelques autres juppéistes qu'à proposer leurs services du côté de la République en marche. Quant au parti LR de Wauquiez, qu'il se relève ou non après cette mini-crise ne changera rien à la situation actuelle. De toute façon, pour les travailleurs, ce n'est qu'un parti antiouvrier de plus, servile devant le patronat et dur envers ceux qui ne possèdent pour toute richesse que leurs mains et leur cervelle.

Marianne Lamiral

Loi avenir : pour sécuriser... les patrons

Derrière une certaine emphase du style «*sécuriser le parcours des individus face aux mutations du marché du travail*» ou «*nouvelle protection tout en garantissant le développement de nouveau modèle économique d'indépendant*», la loi dite d'avenir professionnel votée à l'Assemblée mardi 19 juin se veut le deuxième volet des ordonnances Macron.

Bien que de nombreuses précisions soient renvoyées à des décrets et discussions futurs, cette loi ne pourra que se traduire par de nouveaux reculs pour les travailleurs, tout en prétendant l'inverse. Par exemple, elle revient sur les critères qui définissent les offres raisonnables d'emploi que chaque chômeur ne peut refuser plus de deux fois. Dorénavant, les critères seront personnalisés, ce qui peut sembler une bonne chose. Sauf que, dans le même temps, le gouvernement décide de supprimer des milliers de

postes de conseillers, il prévoit de nouvelles sanctions contre les chômeurs et l'expérimentation d'un journal de bord par chômeur dans certaines régions. Alors, dans les faits, cette mesure introduira encore plus d'arbitraire.

Le gouvernement se dit sensible à la précarité du travail; la ministre dénonce le million et demi de travailleurs qui sont dans cette situation et dont 830 000 touchent un complément des caisses de chômage. La loi prévoit que si syndicats et patrons ne parviennent

pas à un accord, le gouvernement réduira ou supprimera cette possibilité de cumul qui existe depuis 1990 sous prétexte qu'elle inciterait ces travailleurs à rester dans la précarité. Dans le même temps, le gouvernement expérimente des CDD pouvant remplacer non seulement une, mais plusieurs personnes à temps partiel, ou absentes successivement, de quoi alimenter un peu plus la précarité.

La formation professionnelle sera libéralisée. Il ne faudra plus d'autorisation administrative pour ouvrir un centre d'apprentissage, les entreprises pourront ouvrir directement leurs classes, les régions devront piloter l'ouverture de classes d'apprentis dans les lycées professionnels et s'assurer que les entreprises pourront avoir accès à leurs



plateaux techniques pour en former.

Sur les 66 articles, bien d'autres choses sont mises en avant, sur le travail des handicapés, l'égalité homme-femme, mais

tout est à l'avenant: soit il s'agit de mesures sans engagement, soit elles seront contredites dans la réalité, soit elles sont franchement antiouvrières.

Inès Rabah

Une garantie bidon pour les "ubérisés"

Le candidat Macron avait parlé de mettre un frein à l'exploitation des travailleurs indépendants par les plateformes numériques comme Uber. En 2017, des chauffeurs et des livreurs à vélo s'étaient révoltés contre les donneurs d'ordres, s'apercevant que, loin d'être libres, ils étaient soumis aux plateformes numériques, c'est-à-dire aux capitalistes qui centralisent les commandes, répartissent les courses, encaissent et prennent leur part.

Payés à la tâche, ne pouvant pas refuser une course sous peine de ne plus avoir de travail, sans protection sociale, sans garantie d'aucune sorte, sans minimum de salaire, ces travailleurs indépendants étaient revenus à la situation des premiers tâcherons salariés. Pour eux, les garanties collectives gagnées en deux siècles de combats du mouvement ouvrier étaient abolies. Des tentatives ont donc été faites pour qu'ils puissent être requalifiés en salariés, avec d'une part les quelques garanties encore attachées à ce statut, d'autre part la conscience d'appartenir à la collectivité des travailleurs. Rien n'a beaucoup avancé, si ce n'est que plusieurs de ces plateformes ont offert une assurance décès-invalidité gratuite à leurs travailleurs. On ne saurait être plus délicat, sachant que pour gagner quelques sous les livreurs à vélo sont

contraints de prendre des risques en roulant comme des fous.

Mardi 19 juin, le député macroniste Aurélien Taché a proposé un amendement à la loi Pacte, visant à régler les rapports entre plateformes numériques et travailleurs indépendants. Le texte encourage, mais ne contraint pas, les plateformes à se conformer à une charte de leur cru, chacune la sienne, qui définirait des garanties. Taché n'en énonce aucune, si ce n'est le fait d'abonder le compte formation des travailleurs indépendants. En vertu de quoi ces travailleurs n'auraient plus le droit de demander à être requalifiés en salariés! Pour les travailleurs, l'amendement Taché serait à peine un chiffon de papier, mais il fournirait aux patrons une garantie en béton.

Paul Galois

Carrefour: l'ancien PDG ne part pas les mains vides

Alors que le groupe Carrefour annonce 2 100 licenciements, l'assemblée générale de ses actionnaires, réunie le 15 juin, a octroyé à son ancien PDG Georges Plassat 13 millions d'euros de rémunération pour l'année 2017, incluant une prime de non-concurrence de quatre millions d'euros.

Alors que Plassat était présenté par son successeur Bompard comme le responsable des prétendues difficultés de Carrefour, ces sommes avaient de quoi choquer, en particulier les salariés de l'entreprise menacés de se retrouver au chômage.

Le gouvernement s'est senti obligé d'emboucher les trompettes de l'indignation. Le ministre de l'Économie, Le Maire, a ainsi

déclaré: «*Que l'échec soit récompensé par des rémunérations très élevées est incompréhensible et choquant.*» Des représentants du patronat ont dénoncé «*une sérieuse déviation*» par rapport à un code de bonne conduite élaboré par le Medef pour inciter les PDG à modérer leurs rémunérations. On voit avec quel succès!

Devant une telle levée de boucliers, Plassat

a renoncé à toucher les 4 millions d'euros... mais garde les 13 millions et sa retraite annuelle de 518 000 euros. Le malheureux n'est pas trop à plaindre mais, grâce à ce petit sacrifice, Le Maire peut parader devant les caméras de télévision, le Medef peut vanter son action pour redonner un sens moral à un PDG perverti par l'appât du gain, et les actionnaires de Carrefour peuvent continuer d'empocher les bénéfices du groupe. Et eux, dont les dividendes n'ont jamais cessé d'augmenter entre 2013 et 2016, savent bien pourquoi ils ont été si généreux avec Plassat.

Aline Urbain



Grévistes de Carrefour Grand Var en mars 2018.

Lactalis : l'opacité, règle patronale

Après avoir fait de la résistance, le PDG de Lactalis, Emmanuel Besnier, a finalement été entendu le 7 juin par la commission d'enquête parlementaire, à propos de l'épidémie de salmonellose dont ont été victimes à partir d'août 2017 des nourrissons ayant consommé ses produits.

Quarante-et-un cas de salmonellose provoqués par les produits Lactalis ont été officiellement reconnus et l'association des familles des victimes recense 200 plaintes. Mais le trust du lait continue à se montrer discret. Par avocats interposés, il avait même demandé l'interruption d'une commission d'enquête parlementaire jusqu'à l'aboutissement de la procédure pénale à laquelle il est soumis; autrement dit, il envisageait de la boycotter au nom de la souveraineté de la justice. L'audition du PDG vient tout de même d'avoir lieu mais celui-ci a laissé les questions pratiquement sans réponse, en particulier celle de savoir quelles mesures la société aurait dû prendre pour éviter la contamination et pour réagir une fois celle-ci avérée.

La séance a permis à quelques députés de

s'indigner... ou de jouer à l'indignation. Ainsi Grégory Besson Moreau, membre de La République en marche et rapporteur de la commission, a conseillé au PDG de répondre précisément aux questions au lieu de lire ses notes. Puis il s'est interrogé pour savoir s'il ne faudrait pas «responsabiliser davantage certains dirigeants des industries agroalimentaires» par des «sanctions pénales et financières plus fortes». La main droite ignorant ce que fait la gauche, ce même député avait été félicité le 27 mai par le ministre de l'Agriculture pour avoir renoncé à introduire, dans la loi sur l'alimentation, une pénalité contre les patrons n'ayant pas vérifié, lors de la première mise sur le marché d'un produit, que celui-ci est conforme aux prescriptions en vigueur. En conséquence, cette obligation, pourtant pas énorme,



L'usine Lactalis de Craon.

prévue par le Code de l'alimentation, reste de pure forme.

Quant au député apparenté socialiste Christian Hutin, président de la commission d'enquête sur Lactalis, il a conseillé «avec cordialité» à son PDG de «forcer sa nature», en particulier son trait de caractère personnel «plutôt secret» et de «travailler dans la communication, ne serait-ce que pour aller voir les familles des victimes». Comme si la

question était celle de la psychologie de ce PDG!

Le secret n'est certes pas dans les gènes de la famille Besnier qui depuis trois générations dirige le groupe laitier, mais dans la logique capitaliste de celui-ci. Son rejeton Emmanuel Besnier est considéré comme la cinquième fortune de France avec 12 milliards d'euros et la société qu'il dirige est la troisième au niveau mondial, derrière Nestlé et Danone. Sous prétexte qu'elle

reste familiale, non cotée en Bourse, elle n'est pas tenue de communiquer ses bénéfices et sa rentabilité financière. L'opacité règne dans les comptes mais aussi dans les règles de sécurité sanitaire observées dans l'entreprise. Chez Besnier comme ailleurs le secret commercial et industriel est un obstacle majeur pour la défense des intérêts des travailleurs, mais aussi des producteurs et des consommateurs.

Jean Sanday

Reconversion : Maily va conseiller... le patronat

Jean-Claude Maily, ayant atteint l'âge de la retraite après avoir dirigé le syndicat FO de 2004 à 2018, vient d'être recruté par Alixio. Il y rejoindra Raymond Soubie, conseiller social des politiciens de droite et du grand patronat depuis des lustres, dirigeant et principal actionnaire de cette société de conseil.

Maily aura donc l'occasion, comme tous ses nouveaux collègues, «d'accompagner les décideurs d'entreprises dans leurs transformations en Relations Humaines» selon le credo d'Alixio. En langage clair, Maily aidera les grands groupes qui pourront se payer ses conseils à licencier du personnel sans froisser l'opinion publique ou même, rêve patronal parfois exaucé, avec l'accord des syndicats. De plus, si les travailleurs se rebiffaient, ce qui heureusement arrive également, l'expertise de Maily pour les tromper, les emmener sur une voie de garage, les lâcher au milieu du gué et les démoraliser de toutes les façons possibles fera merveille.

Les entreprises telles qu'Alixio fabriquent des mensonges à l'usage des travailleurs, des pièges à

l'encontre des grévistes, des fables pour syndicalistes et des argumentaires pour patrons. Elles sont peuplées de spécialistes des relations sociales, qu'ils aient fait leurs classes du côté patronal ou du côté syndical. L'une d'elles a été fondée par Nicole Notat, l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, d'autres par des anciens de la CGT, mais n'ayant tout de même pas été secrétaires généraux.

Pour des syndicalistes, qui se fient plus au prétendu dialogue social qu'à la lutte contre le patronat, monnayer ses compétences est logique pour qui en a acquis quelques-unes dans ce domaine. Et ainsi ce qui n'a pas servi à grand-chose aux travailleurs, voire a servi à les désarmer, peut en revanche servir à l'autre partie.

Paul Galois

Protectionnisme : Le Pen-Maginat

Suite à la décision du président des États-Unis d'imposer des droits de douane à la Chine afin de réduire le déficit commercial de son pays, Marine Le Pen a déclaré dimanche 17 juin qu'elle aimerait bien «que la France fasse la même chose avec l'Allemagne».

S'appuyant sur les exemples des gouvernements hongrois ou italien, Le Pen a ajouté que «l'Union européenne se délite [...] C'est le début de la fin et je m'en réjouis.»

La présidente du parti qui s'appelle désormais Rassemblement national présente, et ce n'est pas nouveau, l'Europe comme la responsable de tous les maux, laissant entendre que le protectionnisme serait bénéfique aux classes populaires. Elle n'est pas la seule malheureusement à diffuser ce genre de poison nationaliste. À gauche aussi, de la France insoumise au Parti communiste français et jusqu'au Parti socialiste, ce refrain est entonné régulièrement, même si c'est en mode mineur. Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré favorable à une politique protectionniste à plusieurs reprises.



Ce genre d'histoire commence toujours par des discours contre la concurrence déloyale des étrangers, les Allemands, par exemple, ou maintenant les Chinois. Cela se poursuit par le vote de crédits militaires supplémentaires et le travail forcé

pour les ouvriers, avant de passer de la guerre commerciale à la guerre tout court, à un carnage dans les classes populaires mais des bénéfices fabuleux pour les industriels.

Alors, non merci!

Aline Rétesse

Migrants : l'inhumanité sans frontières

Les 629 réfugiés de l'*Aquarius* sont arrivés dans le port espagnol de Valence dimanche 17 juin, après un périple de 1 300 kilomètres en Méditerranée. Ces quelques centaines de migrants, dont 123 mineurs isolés, ont trouvé un répit dans un pays de l'Union européenne, mais leur sort est éclairant sur les divisions qui la fracturent.

L'annonce par le ministre de l'Intérieur d'extrême droite Salvini que l'*Aquarius* ne pourrait accoster dans un port italien a ouvert une crise diplomatique avec la France, après que Macron a dénoncé le gouvernement italien comme cynique et irresponsable, sans qu'à aucun moment il n'envisage lui-même d'accueillir l'*Aquarius* dans un port français. La discorde a trouvé son épilogue avec la rencontre entre Macron et le Premier ministre italien Conte qui a finalement eu lieu à l'Élysée vendredi 15 juin, après bien des rumeurs d'annulation.

Les deux dirigeants ont affiché une entente parfaite, selon les termes du Premier

ministre italien, et partageaient une totale « communauté de vues » sur les moyens à mettre en œuvre pour fermer les portes de l'Europe aux migrants. Sur ce dernier point, il y a une grande part de vérité, car la politique de Macron en matière de chasse aux migrants n'a rien à envier à celle du gouvernement italien. Mais la réconciliation des deux hommes relevait autant de la mise en scène que la brouille diplomatique des jours précédents. En effet, après cette rencontre, tout va continuer comme avant : les douaniers français vont continuer de refouler vers l'Italie les migrants qui tentent de franchir la frontière à

Menton-Vintimille ou en traversant les cols des Alpes.

Cet épisode tendu entre la France et l'Italie est à l'image des tensions qui se généralisent entre les États de cette Union européenne de moins en moins unie et au sein de laquelle les frontières intérieures se ferment toujours davantage au nom de la lutte contre l'immigration.

Ainsi, le chancelier conservateur autrichien Sebastian Kurz, élu fin 2017 en s'alliant avec l'extrême droite, a annoncé mercredi 13 juin la mise en place d'une coalition « dans la lutte contre l'immigration illégale », baptisée « l'axe des volontaires », au côté des ministres de l'Intérieur italien et allemand. Ce dernier, le conservateur bavarois Horst Seehofer, a trouvé le moyen de faire parler de lui en adressant un ultimatum à Angela Merkel, chancelière et chef du gouvernement dont il est membre : il lui a donné deux semaines pour « négocier une solution européenne au défi migratoire », faute de quoi il décrètera une fermeture des frontières!

L'odyssée de l'*Aquarius* illustre le sort tragique des migrants que l'Union européenne refuse d'accueillir. Ce ne sont pas les richesses qui font défaut mais, dans le système capitaliste en faillite, elles se concentrent entre les mains d'une minorité qui condamne la grande majorité à vivre dans une Europe de plus en plus pourrie par les inégalités et gangrenée par la xénophobie que tous les gouvernements encouragent par leur politique.

Boris Savin



Arrivée de l'*Aquarius* à Valence, le 17 juin.

L'Union européenne les laisse mourir

Le sort de l'*Aquarius* met en lumière les difficultés rencontrées par les ONG pour poursuivre leur mission de sauvetage en Méditerranée.

À partir de 2013, suite à une série de naufrages qui avaient marqué l'opinion publique, une flotte humanitaire s'est constituée, avec des bateaux affrétés en grande partie grâce à des dons privés. En 2016, la petite flotte comprenait douze bâtiments, qui opéraient environ 40 % des sauvetages en mer, le reste étant assuré par la marine militaire italienne, les bateaux des gardes-frontières et la marine marchande.

En 2017, bien avant l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Italie, l'attitude de l'Europe s'est durcie. Orchestrée par le gouvernement italien et relayée par les différents gouvernements européens, une campagne a commencé pour présenter les ONG comme des complices des passeurs. Dans le même temps, des accords ont été passés avec les autorités libyennes pour qu'elles empêchent les migrants de prendre la mer. De l'argent et du matériel leur ont été accordés par l'Union européenne, environ 200 millions d'euros, pour équiper leurs gardes-côtes.

Dès l'été 2017, ceux-ci se sont illustrés en menaçant les ONG, les empêchant de s'approcher des côtes libyennes. Il est de notoriété publique

que les gardes-côtes libyens sont souvent de mèche avec les passeurs et qu'ils battent et rançonnent les migrants. Et cela, l'Union européenne comme le gouvernement français ne peuvent l'ignorer.

Après que le bateau de l'organisation espagnole Proactive, l'*Open Arms*, a été victime d'un tir de sommation, la plupart des ONG ont renoncé à patrouiller en Méditerranée. Sur les douze bateaux initiaux, il n'en reste aujourd'hui plus que trois. Mais, pour les autorités libyennes ainsi que pour l'Union européenne, c'est encore trop. Deux bateaux, dont l'*Open Arms*, ont été depuis placés quelque temps sous séquestre par les autorités italiennes, sous prétexte de collusion avec les passeurs. Le nouveau ministre de l'Intérieur italien, Salvini, qui dénonce tous les jours le « business de l'immigration » qui serait organisé par les ONG, n'a ainsi fait que s'insérer dans une continuité.

Les organisations humanitaires ont le tort de mettre en évidence les conséquences de la politique de fermeture des frontières : pour les dirigeants européens, les migrants peuvent se noyer, mais ils doivent le faire en silence.

Aline Urbain



Italie : les surenchères odieuses de Salvini

Matteo Salvini, leader du parti d'extrême droite la Ligue et ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement italien, inonde les médias et les réseaux sociaux de ses prises de position antimigrants volontairement provocantes.

Après s'être opposé à l'entrée dans un port italien du navire *Aquarius* chargé de 630 migrants, il a fouillé dans les poubelles de l'Histoire pour en extraire l'idée d'un recensement de la population Rom du pays, pour « voir qui, comment et combien ils sont », préliminaire selon lui à l'expulsion de ceux de nationalité étrangère en situation irrégulière. Devant les caméras de la chaîne de télévision de sa région d'origine Telelombardia, il a ajouté que les

« Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison ».

Son alter ego du gouvernement, Luigi Di Maio du Mouvement 5 Étoiles, s'est même senti obligé de le désavouer, en rappelant l'illégalité du recensement de population sur base ethnique. Le président du Conseil Giuseppe Conte a lui aussi tenu à faire savoir son « irritation » devant les propos de Salvini. Ce dernier, satisfait de son effet, a commenté sarcastiquement sur

Twitter : « Certains parlent de choc, pourquoi ? Je pense seulement à ces pauvres enfants à qui on apprend à voler et à l'illégalité. »

Pendant combien de temps Salvini réussira-t-il à focaliser l'attention ? Pour l'instant, il se satisfait des sondages qui donneraient sa popularité en hausse, notamment au détriment de ses partenaires du M5S. Mais sa démagogie ne pourra faire illusion longtemps, alors que la situation des travailleurs et des couches populaires ne cesse de s'aggraver, certes pas du fait des migrants, mais du fait de la crise et de l'avidité patronale.

Viviane Lafont

Colombie : la droite remporte la présidentielle

Le 17 juin a eu lieu le second tour de l'élection présidentielle en Colombie. Le candidat de la droite, Ivan Duque, l'a emporté avec 53,9% des voix contre son challenger, Gustavo Petro, le candidat du parti Colombie humaine. Mais, avec 41,8% des voix, celui-ci a eu le meilleur résultat obtenu par un candidat de gauche à une élection présidentielle colombienne.

Avocat, économiste passé par la Banque interaméricaine de développement et l'ONU, Ivan Duque s'est lancé en politique il y a quatre ans. Ex-sénateur, il était le candidat du Centre démocratique, le parti mal nommé de l'ex-président Alvaro Uribe, qui régna d'une main de fer sur la Colombie de 2002 à 2010. Duque est considéré comme le pantin d'Uribe mais le président sortant, Juan Manuel Santos, l'était aussi, avant qu'il ne trahisse son mentor, partisan de la « guerre totale », en lançant le processus de paix avec la guérilla des Farc qui a conduit au désarmement de 7 000 guérilleros et à leur réinsertion dans la société civile.

Soutenu par le clan Uribe, les partis chrétiens et les Églises évangélistes et tout ce que le pays compte de réactionnaires, Duque a fait campagne contre ce processus de paix, présenté comme trop favorable aux Farc et pas assez à leurs victimes. C'était laisser de côté le fait que 500 ex-Farc sont en prison, parmi lesquels le dirigeant Jesus Santrich. Négociateur des accords, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la DEA, l'agence anti-drogue des États-Unis, pour trafic de drogue, ce qu'il récuse, lui qui aurait dû être réinséré comme député.

Le nouvel élu doit maintenant tenir compte du poids de l'opposition rangée derrière Petro, dont il a repris une partie du discours, dénonçant en

paroles corruption et clientélisme. Mais il défend aussi la liberté d'entreprendre et participe, comme toute la droite, à l'hystérie antichaviste. Il reste ainsi dans le sillage d'Uribe, qui n'a cessé de faire porter aux Farc la responsabilité de cinquante et quelques années de guerre civile, des 260 000 morts et des sept millions de personnes déplacées, alors que la plus large part en revenait à l'armée et aux paramilitaires. Pour Uribe, c'était une façon de masquer des liens, bien réels, avec les paramilitaires et même des narco-trafiquants. Les paramilitaires, officiellement dissous, poursuivent d'ailleurs leurs exactions. Entre le 1^{er} janvier 2016, date de la signature des accords de paix, et le 14 mai 2018, 385 militants des droits de l'homme, syndicalistes, leaders paysans et une cinquantaine de membres des Farc ont été assassinés.

La campagne de Gustavo Petro a soulevé des enthousiasmes mais aussi fait naître des illusions. Ex-guérillero du M19, Mouvement du 19 avril, une guérilla qui a rendu les armes à la fin des années 1980, il fut élu député en 1991 mais, menacé de mort, il s'exila quatre ans. Sénateur il y a dix ans, il fut le principal opposant d'Uribe, dénonçant la corruption et le soutien des paramilitaires aux élus de droite des deux Chambres. Il protesta aussi contre des assassinats de jeunes gens pauvres, que les

paramilitaires habillaient ensuite en combattants des Farc, pour justifier la politique d'Uribe. Petro a échoué à la présidentielle de 2010 mais est devenu maire de la capitale, Bogota, en 2012, où il a mené une politique sociale un peu favorable aux classes populaires, dénoncée par la droite.

La société colombienne reste très partagée sur le processus de paix avec les Farc. Leur intégration n'est pas terminée mais, dans certaines régions, elle a porté ses fruits et des ex-combattants ont redonné vie à des villages. Aujourd'hui, une grande partie de la population appréhende de rebasculer dans la guerre civile. Lors du référendum de 2016, qui devait approuver les accords de paix, le non l'avait emporté, mais on avait vu aussi descendre dans la rue des partisans du processus de paix, qui a pu continuer.

Jusqu'où ira la révision des accords de paix qu'annonce Duque? Une chose est sûre, le sort et l'avenir des ouvriers et paysans, pris entre deux feux, qui ont payé le prix du sang pendant la guerre civile, est le cadet de ses soucis. Sortir le quart des 48 millions d'habitants du pays de la pauvreté où ils sont plongés, augmenter les salaires de misère des travailleurs, ce n'est pas son problème. Duque voudra renforcer, avec l'appui des États-Unis, la position des possédants, des grands propriétaires et des multinationales qui pillent le pays.

Ceux qui, en votant Petro, ont voulu s'opposer à une telle politique, s'ils ne peuvent plus le faire dans les urnes, devront le faire dans la rue.

Jacques Fontenoy



À la frontière mexicaine.

États-Unis : enfants migrants en rétention

En cinq semaines, du 5 mai au 10 juin, les autorités américaines ont séparé 2 300 enfants de leurs parents, brisant ainsi les familles entrées illégalement aux États-Unis en passant par le Mexique.

Les parents sont traités comme des criminels, car on leur interdit d'émigrer légalement, et envoyés en prison en attente d'un jugement et d'une expulsion, pendant que leurs enfants sont internés dans des centres de détention spéciaux. Le sort de ces enfants isolés de force et gardés prisonniers a créé dans le pays une grande indignation face à l'inhumanité des autorités.

Même Melania Trump, la femme du président, a fait savoir par sa porte-parole qu'elle « déteste voir des enfants séparés de leur famille », pendant que Laura Bush, femme d'un ancien président républicain, compare cette opération à l'internement des familles de japonais-américains pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Tout d'abord le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a nié l'évidence en déclarant : « Nous ne voulons pas séparer les enfants de leurs parents. » Ce mensonge étant trop gros pour être avalé, Trump et son équipe ont dû se justifier en rejetant la faute sur les présidents démocrates qui en avaient fait autant dans le passé et en expliquant qu'à présent des lois votées par les majorités démocrates

sont appliquées en vertu d'une « tolérance zéro ». Il est vrai que l'administration Obama a fait la chasse aux sans-papiers sur une grande échelle. Mais en quoi cela rend-il la politique de Trump meilleure ?

Trump profite de la tempête médiatique pour préférer ses habituels mensonges, destinés à faire plaisir à la frange la plus réactionnaire des électeurs. Il a ainsi déclaré que « les États-Unis ne deviendront pas un camp de migrants » et que les parents franchissant la frontière « pourraient être des meurtriers, des voleurs ou encore pire ». Sa porte-parole a rajouté que « les parents qui entrent dans le pays illégalement sont par définition des criminels (...) qui mettent leurs enfants en danger ». Autrement dit les victimes, des migrants obligés de partir de leurs pays d'autant plus pauvres et livrés aux gangs qu'ils sont soumis à la domination impérialiste américaine, seraient les coupables.

Voilà comment le pays le plus riche du monde ferme ses portes, ses dirigeants montrant toute leur inhumanité, et celle du système qu'ils défendent.

Lucien Detroit



En février, Gustavo Petro en meeting.

Turquie

Une campagne dont la classe ouvrière est absente

À la veille des élections du 24 juin en Turquie cet article a été publié par nos camarades de l'UCI qui éditent le mensuel *Sinif Mücadelesi* (Lutte de classe - Turquie).

L'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdogan, a tenté, en décidant d'avancer au 24 juin la date des élections présidentielle et législatives, d'enrayer le processus d'usure qu'il rencontre, tant les problèmes économiques s'approfondissent dans le pays. Les millions de chômeurs, ceux qui ne peuvent plus faire face aux crédits engagés, les paysans qui ne parviennent pas à vivre de la vente de leur production, les jeunes qui craignent pour l'avenir ont peut-être, en venant assister aux meetings électoraux organisés par les leaders politiques, l'espoir de voir les choses changer.

Mais les objectifs des politiciens dans ces élections ne sont pas ceux de la population. Leur souci est la défense des profits, au service du patronat. L'AKP

et son président-candidat, s'il est élu, promettent à ceux qui travaillent qu'ils gagneront davantage. Mais, depuis des années, Erdogan arrose largement les gros patrons comme les petits. Et les autres candidats ne feront pas autre chose. Ince, le candidat du parti d'opposition CHP, qui se dit social-démocrate, interpelle les dirigeants de l'AKP mais ne demande pas pourquoi toutes ces sommes distribuées au patronat ne parviennent jamais aux travailleurs. En dehors de l'annonce de l'augmentation du salaire minimum et des retraites, le gouvernement ne fait rien pour que ceux-ci voient la moindre amélioration de leurs conditions de vie. C'est ainsi qu'il a décidé, en pleine nuit, l'interdiction d'une grève pour des augmentations de salaire.

Ce sont ces vérités-là qu'il faudrait discuter dans les meetings.

Sur le fond, l'élection est pour Erdogan un moyen de se faire reconduire un certain temps à la tête du pays et, en faisant approuver la transformation du système politique en régime présidentiel, de concentrer toujours plus de pouvoir entre ses mains, voire de préparer, si besoin, un durcissement. Mais si Erdogan est élu, même si son parti obtient la majorité au Parlement, les effets de la crise économique qui s'approfondit, l'implication du pays dans la situation au Moyen-Orient, et plus généralement la situation internationale vont mettre son pouvoir en difficulté. L'usure d'Erdogan lui-même et de l'AKP risque de s'accroître et, pour se maintenir au pouvoir, il ne se privera pas d'intensifier l'attitude répressive de son gouvernement.

À l'inverse, même si le CHP et les partis alliés

arrivent en tête, ils ne pourront pas exercer une influence décisive face aux événements à venir. Un processus similaire a eu lieu en Europe. Les masses, en ayant assez des gouvernements de droite, ont voté pour mettre en place des gouvernements de gauche, et ceux-ci ont appliqué les politiques d'austérité décidées par la droite. Et, à présent, la population se tourne vers des politiciens plus réactionnaires sans que cela résolve quoi que ce soit. En Turquie aussi une situation semblable s'est produite. Après la crise de 1999, le DSP (le parti de la gauche démocratique, de Bülent Ecevit) est arrivé au pouvoir et, après la crise de 2002, c'est l'AKP, de droite, qui l'a remplacé. Dans un premier temps, l'AKP étant au gouvernement, la crise a fait une pause mais de toute façon, pour l'essentiel, les conditions de vie des travailleurs, qui ont toujours vécu à la limite de la

pauvreté, n'ont pas changé.

C'est en tenant compte de cette expérience que la classe ouvrière devrait aborder ces élections. Choisir l'un ou l'autre des représentants de l'ordre bourgeois qui bouleverse leur vie d'une crise à l'autre, et qui leur en fait supporter les conséquences, à quoi cela servira-t-il? Les millions de travailleurs qui continuent de se bercer d'illusions sur Erdogan, sur l'AKP ou même le CHP voient disparaître ce qu'ils croyaient tenir entre leurs mains. (...)

Il n'y a malheureusement pas dans ces élections de candidat défendant les intérêts de la classe ouvrière. Dans cette situation où bon nombre de problèmes sont liés, il aurait été important de faire entendre sa voix. Cette absence laisse pour le moment le champ libre aux politiciens nouveaux comme anciens, au gouvernement comme dans l'opposition.

Sinif Mücadelesi

Travailleurs en lutte pour leurs droits

Au moment où les différents candidats faisaient assaut de promesses, dans quelques secteurs les travailleurs luttent pour leur emploi, leurs conditions de vie, se heurtant à mille et un obstacles comme l'interdiction de faire grève et à des menaces.

Ainsi, à l'usine Soda de Mersin, à la suite du désaccord persistant lors des rencontres avec le syndicat Petrol-Is dans la négociation des accords collectifs, une grève de 530 travailleurs a débuté au milieu de la nuit, qui a été interdite dès le lendemain matin par décision du Conseil des ministres.

Après l'interdiction de la grève et la reprise du travail, les négociations ont continué. Un accord a été trouvé sur les droits sociaux et la proposition initiale de 390 livres turques d'augmentation brute du patron a été augmentée à 425 livres, tandis que le syndicat abaissait sa revendication à 690 livres au lieu de 720.

Mais c'est à Gebze, près d'Istanbul, que des travailleuses sont en lutte depuis le 15 mai à l'usine cosmétique Flormar qui appartient au groupe français Yves Rocher. Elles ont été licenciées ou forcées à la démission parce qu'elles s'étaient syndiquées, avaient tenté de le faire ou simplement avaient

manifesté dans l'usine par des applaudissements pour soutenir des collègues licenciées.

«Un travail d'organisation commencé il y a cinq mois nous a permis, au bout d'un mois, d'atteindre le nombre légal suffisant de syndiqués. La première réaction de l'employeur a été de licencier les syndiquées et celles dont il a supposé qu'elles l'étaient», a témoigné l'une d'elles.

Il y a eu d'abord quinze licenciements. Il s'agit en majorité de femmes qui, n'ayant pu obtenir leurs indemnités, ont commencé une action devant l'usine. C'est alors soixante dix autres travailleuses qui ont été licenciées, après avoir soutenu leurs camarades à la porte par des applaudissements ou par des saluts. Avec celles et ceux qui ont été contraints à la démission, ils sont 120 au total mis dehors.

Cette lutte ayant eu des échos dans la presse, la direction du groupe a déclaré à propos de ces



Le piquet des travailleuses licenciées, devant l'usine Flormar - Yves Rocher.

travailleuses et travailleurs qu'«ils ont arrêté le travail à l'encontre des dispositions légales, ont envahi les ateliers, arrêté la production, encouragé les autres à une action illégale en utilisant de plus la violence».

Mais les travailleuses savent très bien ce qui s'est

passé, comme en a témoigné Sebahat, qui travaille là depuis cinq ans: «Notre directeur de production a voulu nous faire travailler dans une unité en dehors de notre atelier habituel, en disant: "Soit tu travailles dans la production, soit tu t'en vas en donnant ta démission". Il

m'a mise ainsi dans l'obligation de démissionner.»

Les travailleuses sont déterminées. Le slogan à Flormar, c'est: «Nous les femmes, ce que nous voulons, nous ferons tout pour l'obtenir.»

(Extrait de Sinif Mücadelesi)



Cheminots à Pontivy.



Dans les bulletins SNCF de Lutte ouvrière

Le gouvernement contesté

La ministre des Transports estime que la grève des cheminots est une grève politique et une contestation du gouvernement. Eh bien, pour une fois, elle dit vrai!

Qui a voulu ouvrir le réseau à la concurrence, supprimer le statut pour les nouveaux embauchés, transformer la SNCF en société anonyme, sinon le gouvernement?

Il s'agit donc bien d'une contestation de la politique du gouvernement et, en ce sens, d'une grève politique. Et nous pouvons en être fiers!

Ça a le mérite d'être clair

Le numéro deux de la SNCF, Vicherat, a déclaré que le principal intérêt de la suppression du statut est la mobilité et la possibilité d'en finir avec les évolutions mécaniques de salaire qui ne permettent pas de distinguer celui qui fait des efforts de celui qui n'en fait pas.

Les notations ne permettent d'augmenter les salaires que d'une minorité de cheminots chaque année pendant que les autres n'ont rien du tout. Mais c'est encore trop pour la direction.

S'attaquer à nos conditions de travail et à nos salaires, c'est bien cela que visent gouvernement et direction. C'est contre cela que l'on se bat depuis le début.

Valérie Fontaine

Les grévistes tiennent toujours

Lors de la dernière séquence de grève des cheminots, les taux de grévistes ont légèrement baissé, avec le 18 juin : 19,2% à l'exécution, 43,8% chez les conducteurs et 38,1% chez les contrôleurs, mais ils restent importants. Les milliers de cheminots qui continuent la grève ne veulent pas baisser la tête : voté ou non, le pacte ferroviaire ne leur convient pas, et ce ne sont pas les réunions tripartites et autres négociations avec le gouvernement ou le patronat du ferroviaire qui les feront changer d'avis. Ils ont bien l'intention de rester mobilisés jusqu'à la journée du 28 juin et réfléchissent à comment continuer pendant l'été.

Parmi les grévistes, les discussions sont particulièrement nombreuses sur les acquis et les limites du mouvement, les perspectives pour l'avenir. Même s'ils ont la fierté d'avoir relevé la tête face à un gouvernement brutal et méprisant, ils sont évidemment conscients que l'état de la mobilisation ne permet pas pour le moment de modifier le rapport de force avec ce gouvernement et de le forcer à retirer sa réforme.

La responsabilité des directions syndicales

Les directions syndicales ont une responsabilité dans cette situation, avant tout parce qu'elles ont laissé croire aux cheminots qu'on pouvait répondre à l'attaque frontale de Macron par une grève à l'économie. En proposant la grève perlée deux jours sur cinq, la CGT était sans doute au niveau de la mobilisation des cheminots en début de mouvement, cette formule ayant été suivie par la majorité des grévistes. Mais elle n'a rien fait par la suite pour essayer de les entraîner dans un mouvement plus déterminé, pour faire monter la pression que pouvait exercer les cheminots, sans parler des autres secteurs de la classe ouvrière.

La CGT n'a pas cherché à s'appuyer sur les grévistes les plus combatifs, sur les assemblées générales les plus mobilisées, pour entraîner les autres. Au contraire, il

n'était pas question de sortir du calendrier décidé par l'intersyndicale au début du mouvement, transformé en carcan, et toute initiative venant de la base et visant à rendre la grève plus efficace et à sortir de la routine, était rejetée. De son côté, la direction de Sud-rail, qui prônait en paroles la grève reconductible, en est restée à jouer les oppositionnels de façade tout en restant dans le cadre de l'intersyndicale et de sa politique.

Or, changer le rapport de force avec un gouvernement à l'offensive demande qu'on soit prêt à mettre toute l'énergie des travailleurs à le combattre. Et plus généralement, seules des luttes susceptibles de s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière, dures et déterminées, pourraient faire suffisamment peur à la bourgeoisie pour qu'elle pousse le gouvernement à reculer. Mais de cela les directions syndicales ne veulent pas. Elles ont leurs propres objectifs, qui sont de se faire reconnaître comme des interlocuteurs incontournables par le gouvernement, quand il ne s'agit pas d'une simple concurrence pour les prochaines élections professionnelles.

L'intersyndicale du mardi 19 juin s'est conclue par un désaccord entre les syndicats : la CGT n'est pas suivie par la CFDT et l'UNSA dans sa proposition de continuer le mouvement en juillet, seul Sud-rail se rallie à sa proposition. Mais bien

des grévistes sont prêts à continuer quelle que soit l'évolution de l'intersyndicale, car pour eux, rien n'est réglé. Et, au-delà de ce mouvement, ils savent qu'il y aura d'autres combats à mener, car, du côté du gouvernement et du patronat, la lutte de classe est toujours à l'ordre du jour.

Des liens précieux pour l'avenir

Dès maintenant, les directions locales commencent à s'attaquer aux accords dans leur secteur, qui résultent souvent de grèves partielles victorieuses et améliorent un peu le quotidien, tant pour les salaires que pour les conditions de travail. Parmi les grévistes, beaucoup ne comptent pas laisser passer ces nouvelles attaques sans rien faire. Dans ces nouvelles luttes, ils ne partiront pas de rien.

Villeneuve-Saint-Georges

Mercredi 13 juin, les cheminots de la région Paris-sud-est ont manifesté à plus de 250 dans les ateliers du site de Villeneuve et ont interpellé les directeurs des établissements de maintenance du matériel.

Ils n'ont pas mâché leurs mots, notamment face à la directrice des ateliers Intercités et RER D, qui avait fait intervenir les CRS pour déloger les grévistes à l'entrée du site

le 14 mai.

Devant le directeur des ateliers TGV, qui a annoncé en janvier 2018 la fin de la maintenance des rames TGV d'ici quatre ans sur le site, des cheminots ont tenu à dénoncer la situation : « Non seulement l'avenir de près de 400 cheminots, sans compter les camarades de la sous-traitance, est en jeu, mais sur l'autre site (Paris-Conflans), qui dépend de l'établissement TGV,

des roulements nuit/nuit/journée sont mis en place. Quelles conséquences pour la vie de famille, les conditions de travail et la santé des travailleurs du rail? »

Les cheminots mobilisés sont conscients que tous les liens qu'ils créent aujourd'hui dans le mouvement sont autant de points d'appui pour lutter demain afin que personne ne reste sur le carreau à Villeneuve.

General Electric : promesses de patron, promesses bidon

Lors du rachat de la branche énergie d'Alstom en 2014 pour la modique somme de 13,5 milliards de dollars, le trust américain General Electric (GE) s'était engagé à créer mille emplois en France d'ici fin 2018. C'est un certain Emmanuel Macron, ministre des Finances, qui avait donné l'aval du gouvernement Hollande pour cette vente.

GE a maintenant annoncé que l'engagement des mille postes était « hors d'atteinte » du fait de supposées difficultés économiques dans le secteur. Il faudra se contenter des 323 emplois que GE affirme avoir créés en France... tout en ayant supprimé beaucoup plus dans toute l'Europe.

Aujourd'hui c'est au tour de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et Muriel Pénicaud, ministre du Travail de Macron, de monter au

créneau pour faire semblant de s'en prendre à GE qui ne tient pas ses promesses. Bruno Le Maire qui, en novembre 2017 assurait encore être certain que GE tiendrait ses engagements, dit aujourd'hui « regretter vivement cette situation ». Muriel Pénicaud annonce que GE devra payer les indemnités prévues dans le contrat de vente, à savoir 50000 euros par emploi non créé. Au total cela ferait donc 34 millions d'euros à payer pour GE.

Mais dans ce petit jeu entre ministres et PDG, c'est bien sûr le PDG qui décide et les ministres qui font mine de monter le ton... en sachant bien que ce sont des paroles en l'air. Et même si GE payait les 34 millions dont parle Pénicaud, ce qui est improbable, cela ne serait qu'une goutte d'eau pour cette multinationale qui, pour 2016, a annoncé 105 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 8,1 milliards de profits.

Les gouvernements et les trusts comme GE se donnent la main pour jouer avec les emplois et la vie des travailleurs et en tirer profit. Et quand les ministres font mine de verser des larmes de crocodiles, les PDG leur passent les mouchoirs.

Cédric Duval



France Télécom : une justice pas pressée

Alors que soixante salariés de France Télécom s'étaient donné la mort entre 2006 et 2009, c'est seulement aujourd'hui que des juges d'instruction ont décidé d'envoyer devant un tribunal correctionnel le PDG de l'époque, Didier Lombard, et six de ses collaborateurs.

France Télécom, devenu Orange, a trouvé auprès de la justice les moyens de faire durer la procédure. À l'époque, de nombreux techniciens avaient été obligés de rédiger un CV avec lettre de motivation pour être candidats à des postes déqualifiés, avec des effectifs réduits, souvent à des dizaines de kilomètres de chez eux. Alors qu'ils gardaient leur statut de fonctionnaire, tout était fait pour les déstabiliser et les amener à quitter l'entreprise. La pression était considérable car le plan de France Télécom était de supprimer 22000 emplois, un sur cinq, et d'organiser la mobilité forcée de plus de 10000 travailleurs entre juin 2005 et décembre 2008.

« Ce sera un peu plus dirigiste que par le passé (...). En 2007, je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte », avait déclaré Didier Lombard lors d'une réunion de cadres dirigeants. Précisément, parmi les suicides rendus publics à l'été 2009, celui d'un technicien de Marseille était accompagné d'une lettre dénonçant « un management de la terreur ». Plusieurs médecins du travail avaient démissionné pour tirer la sonnette d'alarme. Suite à des alertes que la direction n'a pas prises en compte,

une inspectrice du travail a désigné à la justice les dirigeants du groupe comme responsables de la mise en danger de la vie des salariés, ce qui était déjà le motif d'une plainte déposée par le syndicat SUD.

Pour toute réponse au climat d'anxiété, Lombard avait parlé à la télévision de « la mode des suicides ». Cela lui avait valu d'être poussé vers la sortie en mars 2011, au profit du PDG actuel, Stéphane Richard. Celui-ci avait été envoyé dès 2009 pour reprendre en main France Télécom alors qu'il était directeur de cabinet de la ministre de l'Économie de l'époque, Christine Lagarde. Une enquête judiciaire avait été ouverte en avril 2010.

Depuis, les dirigeants mis en cause ont bénéficié des services des avocats patronaux connaissant toutes les ficelles pour faire traîner les choses. « Il n'y a aucune accélération de la procédure », se félicitait France Télécom lors de la mise en examen de Lombard en juillet 2012. Il a fallu attendre encore six années supplémentaires pour que la tenue d'un procès soit décidée.

On parle d'une justice à deux vitesses. En effet, elle est particulièrement lente pour tout ce qui touche au sort et aux droits des travailleurs.

Jean Sanday



Grenoble, septembre 2017.



Nos lecteurs écrivent

Dans les CAF ça devient "dingue"

« Salarié dans une des huit Caisses d'allocations familiales du Nord, j'ai été révolté par les propos arrogants de Macron sur le "pognon de dingue" pour les allocations sociales. Ce président des riches a osé parler des "pauvres qui sont déresponsabilisés", mais c'est le capitalisme avec le chômage et le système actuel des allocations qui rendent fou tout le monde : les allocataires, souvent les travailleurs les plus démunis, comme aussi les travailleurs de la CAF !

À cause de l'explosion de la pauvreté et du manque de personnel dans les CAF, les dossiers sont de plus en plus en attente : quinze jours minimum pour un dossier RSA, deux mois pour tout autre dossier (APL...). Lorsqu'il manque un papier, le délai d'attente est à nouveau prolongé

de deux mois. D'ailleurs, beaucoup d'allocataires qui auraient le droit de recevoir des allocations abandonnent toute démarche administrative.

Pour traiter les dossiers qui s'accumulent, la direction de la CAF fait fermer les guichets un jour par semaine. Il y a des semaines où aucun rendez-vous n'est programmé là aussi pour traiter en priorité les dossiers passés. Des samedis obligatoires ont même été planifiés. Alors qu'il y a des millions de chômeurs et qu'on pourrait embaucher pour s'occuper de tous les dossiers.

Parfois à l'accueil, des tensions éclatent avec un allocataire, poussé à bout, qui explose en expliquant qu'il doit nourrir ses enfants ou payer son loyer, sous peine d'expulsion. On peut même s'étonner qu'il n'y en ait pas plus ! La seule réponse de la

direction est que la gestion des conflits fait partie de notre métier.

Depuis avril 2018, l'allocation de base a été réduite de douze euros, pour les jeunes enfants nés à partir de cette date. Cela est passé presque inaperçu dans les médias.

Macron attaque tous les travailleurs, avec ou sans enfant, en activité ou non, et il veut nous mettre en guerre les uns contre les autres. Mardi 5 juin, une pétition pour l'embauche de personnels a été lancée par des employés, syndiqués CGT, sur les huit centres CAF du Nord : 1 800 signatures d'allocataires ont été rassemblées... en une journée !

Travailleurs de la CAF, travailleurs allocataires : tous unis contre le pognon de dingue versé aux capitalistes !

Un lecteur du Nord

Renault-Sovab – Batilly : débrayages en série contre la surcharge de travail

Touchant plusieurs secteurs, depuis début juin, des débrayages spontanés ont eu lieu à l'usine Renault-Sovab de Batilly, en Lorraine, qui fabrique les utilitaires Master. Les travailleurs protestent contre l'accroissement considérable des charges de travail.

En nuit par exemple, si 292 travailleurs sortaient 161 Master par nuit travaillée en 2014, cette année ils sont 65 de moins à produire 24 véhicules... en plus ! Renault a supprimé des emplois et surchargé les postes de travail pour faire exploser ses profits.

Un premier débrayage a débuté jeudi 31 mai parmi les caristes du Montage. Ils protestaient contre le projet de passer de 160 Master à 185 sans effectif supplémentaire. Cela alors qu'ils étaient déjà passés de 140

à 160 véhicules quelques mois auparavant, à effectif quasi constant. D'autres débrayages ont éclaté spontanément depuis dans différents secteurs du Montage et de la Tôlerie, regroupant ensemble intérimaires ou CDI. Ces débrayages ont duré d'une demi-heure à toute la durée d'un poste de travail.

Actuellement, 2780 salariés travaillent à la Sovab, qui produit 132 000 véhicules par an. La direction veut encore augmenter considérablement la

productivité, pour arriver à 80 véhicules par personne et par an. Cela se traduirait par une véritable hémorragie dans les effectifs, pour les ramener à 1 805, alors que déjà les travailleurs n'en peuvent plus.

Concrètement, de jeunes embauchés avec moins d'un an d'ancienneté ont déjà des troubles musculo-squelettiques (TMS), des tendinites. Les travailleurs sont épuisés, il y a des crises de nerfs, des burn-out, tandis que de nouveaux embauchés en CDI démissionnent tout simplement.

La direction n'a pas été sans réagir : aussitôt elle a tenté de remplacer les salariés en grève par d'autres, pour minimiser les arrêts de chaîne. Mais cela lui est

plus difficile que lors des appels à débrayer prévus à l'avance par tract. Elle a envoyé la hiérarchie noter la liste des problèmes rencontrés sur les postes, tout en faisant pression sur les grévistes pour qu'ils reprennent le travail, faisant du chantage à la fermeture du site si Renault ne confiait pas le prochain modèle de Master à Batilly. Ce chantage est aussi vieux que la construction de l'usine.

Mais, en même temps, la direction faisait venir des intérimaires dans tous les secteurs qui débrayaient. Tout le monde a bien senti qu'elle marchait sur des œufs et craignait que les débrayages ne s'étendent.

Les syndicats CGT-Sud-CFDT et CFTC soutiennent

les travailleurs en grève et réclament des embauches et l'arrêt des suppressions de postes. Ils ont distribué un tract popularisant les objectifs des grévistes, qui ont vécu l'obtention de renforts, même par le biais de l'intérim, comme un succès.

Renault a besoin de ses Master dont les ventes augmentent sans cesse. Si pour l'instant les débrayages restent partiels, la colère de subir une exploitation éhontée d'un groupe riche à milliards est là. Et, sans ouvriers pas de production, pas d'argent qui rentre dans les poches des actionnaires.

La force des travailleurs c'est la grève : ceux qui ont débrayé en ont donné un avant-goût.

Correspondant LO

Safran – Villaroche : non aux pressions sur les horaires



La grève à Safran Villaroche, le 14 juin.

La majorité des 800 salariés en équipe de l'usine Safran de Villaroche, en Seine-et-Marne, qui produit des moteurs d'avion, se sont mis en grève jeudi 14 juin et, pour une part, ont continué vendredi 15.

La direction avait annoncé qu'au nom de la compétitivité elle voulait décaler les horaires et faire pointer lors de la pause repas, alors que, vu la taille de l'usine, il faut déjà un quart d'heure pour aller et revenir de la cantine. Que des salariés puissent profiter du repas pour décompresser, voilà qui risque de faire baisser la productivité pour ces pauvres actionnaires dans le besoin !

Le sentiment général était que, si la direction voulait de la compétitivité, elle n'avait qu'à mieux organiser le travail.

Le mardi 12, les heures d'information syndicale appelées par la CGT étaient pleines à craquer, rassemblant la totalité des 800 salariés sur les deux équipes. Le sentiment était unanime : on

ne voulait pas de ce projet !

L'équipe d'après-midi votait la grève pour le jeudi, avec pour objectif que les deux équipes se retrouvent ensemble.

Le lendemain, mercredi 13, les salariés découvraient un tract syndical n'appelant qu'à un débrayage pour chaque équipe jeudi. L'après-midi, des responsables syndicaux venus dans les ateliers purent entendre le point de vue des salariés : on a voté la grève, pas un débrayage ! Et, le lendemain, c'est à près de 800 selon le syndicat que les grévistes se sont retrouvés dans l'usine pour dire leur refus.

Jeudi 14, une délégation composée de militants syndicaux et aussi de deux jeunes grévistes du rang est allée voir la direction.

À celle-ci qui leur disait : « Asseyons-nous autour d'une table pour discuter », les ouvriers ont répondu : « D'abord vous retirez totalement votre projet, après on discutera autour de la table. » Le lendemain, entre ceux qui étaient en grève chez eux, la moitié, et ceux qui discutaient dans les ateliers, on ne peut pas dire que la production a été exceptionnelle.

Lundi matin 18 juin, une soixantaine de salariés de l'équipe du matin se réunissaient et décidaient de désigner trois d'entre eux pour se joindre aux représentants syndicaux lors de la rencontre le lendemain avec la direction.

Le lendemain, les heures d'information étaient encore pleines, ce qui montre que la direction, qui a annoncé avoir reporté l'application de son projet, ne pourra pas l'imposer aussi facilement qu'elle le pensait.

Correspondant LO

PSA – Vesoul : les travailleurs contre la fin des 35 heures

Jeudi 14 juin, la direction de PSA à Vesoul a obtenu la signature de tous les syndicats, sauf la CGT, pour faire travailler 37 h 45 payées 36 heures dans cette usine de 3 000 salariés qui est un centre logistique de pièces détachées. Cela représente vingt minutes de travail gratuit par jour.

PSA a utilisé les accords de performance collective créés par les ordonnances Macron pour imposer ce recul. Il n'est pas resté sans réaction du personnel. À Vesoul d'abord, plusieurs débrayages spontanés ont eu lieu. Et dans tout le groupe une pétition, lancée par la CGT, a rassemblé près de 10 500 signatures, dont de nombreux intérimaires.

Des délégations de militants CGT des usines de Sochaux, Mulhouse, Poissy, Saint-Ouen, Hordain et La Garenne étaient présentes en soutien aux salariés de Vesoul, car ce qui s'y passe concerne tous les travailleurs du groupe PSA. Chacun comprend bien que ce que la direction fait à Vesoul est un ballon d'essai et qu'elle essaiera d'étendre ailleurs le travail non payé.

PSA veut faire avaler l'idée que le recul imposé à Vesoul serait une nécessité face à la prétendue forte concurrence à laquelle serait soumis le site. Avant, c'était la crise de l'automobile qui justifiait les mauvais coups. Mais, vu les bénéfices qui explosent, il devient compliqué pour PSA de continuer sur ce registre. Quelles que soient les raisons mises en avant,

l'objectif est bien d'augmenter les profits d'un groupe riche à milliards, en aggravant l'exploitation des travailleurs.

La direction a réussi à arracher un accord à la majorité des syndicats (CFTC-FO-CGC), mais il n'est pas dit que son application passe comme une lettre à la poste. Travailler plus, et gratuitement, en faisant augmenter le chômage, pour de nombreux travailleurs du groupe il n'en est pas question. Et la réaction commune de milliers de salariés de PSA montre que dans tous les sites il y a une opposition à ce nouveau recul.

Correspondant LO



Enedis - GRDF : la lutte s'étend

Depuis le 12 juin les électriciens d'Enedis et les gaziers de GRDF se relaient pour bloquer le site d'Anglet, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Enedis est le nom de l'ex-GRDF depuis qu'il a été séparé de GRDF. Il gère la distribution de l'électricité, quel que soit le fournisseur, tandis que GRDF fait la même chose pour le gaz. Rien d'étonnant à ce que les employés qui naguère appartenaient à la même entreprise réagissent ensemble.

Le mouvement est parti lorsque les agents GRDF ont appris que la direction préparait un projet de restructuration qui conduirait à la suppression de 2500 emplois d'ici à 2020, à la fermeture de 200 sites et avait même commencé à réfléchir à quelles carottes tendre aux salariés pour mieux les duper. C'est raté.

À Anglet, les camions d'intervention restent au dépôt. Le piquet à l'entrée ne les laisse sortir que pour les urgences de sécurité. Le

14 juin, ceux de Dax ont commencé à faire de même. Le mouvement, parti de Marseille il y a six semaines, ne cesse de s'étendre à travers tout le pays. Plus de 245 sites sont dans le mouvement pour l'instant, au moins 120 sont occupés ou bloqués.

À plusieurs reprises dans



Les grévistes de Carrières-sous-Poissy.

différents endroits, comme récemment à Orthez, les cheminots se sont unis aux gaziers et électriciens. Un encouragement qui n'est sans doute pas pour rien dans l'extension du mouvement.

Non seulement les gaziers et électriciens sont opposés à ce projet, mais au contraire ils réclament un véritable service public de distribution de l'énergie, des augmentations de salaire et

l'embauche définitive dans leur entreprise des multiples intérimaires, apprentis, salariés précaires avec lesquels ils travaillent tous les jours.

Correspondant LO

Carrières-sous-Poissy : 200 euros et embauche de tous les précaires !

Après un tour de chauffe de deux jours de grève début juin, les agents du centre Enedis ex-EDF de Carrières-sous-Poissy occupent leur site depuis jeudi 14 juin, à l'appel de la CGT.

Ils sont chaque jour plus de la moitié de l'effectif du centre dans l'action. Ils luttent pour 200 euros pour tous, plus quatre

niveaux de rémunération, ce qui correspond à 10% de rattrapage des salaires, l'embauche de tous les précaires (intérim, CDD et apprentis en fin d'apprentissage) et la défense du service public, bien mis à mal par les sous-effectifs et la sous-traitance.

Leur lutte fait partie d'un mouvement bien plus vaste, qui touche

200 centres sur tout le territoire, dont 150 en grève reconductible, et quatre centrales EDF.

Dans les Yvelines, les centres de Maurepas et Magnanville sont aussi occupés, de même que les principaux centres de l'Île-de-France Ouest, comme Saint-Ouen-l'Aumône, Arcueil, Nanterre, Sannois... et il s'étend à

l'est.

Tout le monde a en tête le mouvement des cheminots, dont la combativité a aidé à réchauffer l'atmosphère à EDF. Et partout les jeunes sont au premier rang, donnant au mouvement un caractère bien énergique. Les patrons ont du souci à se faire.

Correspondant LO

Smovengo - Paris : les grévistes de Vélib' licenciés

La direction de Smovengo n'a pas toléré la grève de son personnel. Elle n'a pas toléré que des travailleurs osent lui tenir tête en revendiquant collectivement. Elle licencie aujourd'hui tous ceux qui ont refusé de se soumettre.

Elle voulait les faire passer un par un devant elle pour qu'ils s'inclinent et acceptent ses conditions. Elle n'y est pas arrivée et se venge en licenciant tous ceux qui étaient encore grévistes, au nombre de 25. Pour elle, le droit de grève, les droits des travailleurs, ça n'existe pas. C'est le règne de son bon vouloir. Il n'est qu'à voir comment sont rédigés les contrats de travail.

Avec les ordonnances Macron et les attaques contre le Code du travail, les patrons se sentent pousser des ailes pour faire voler en éclats les droits des salariés.

Smovengo avait dès le départ refusé le transfert collectif des contrats des anciens de Cyclocity. Il a fallu la grève pour qu'il reprenne une partie des salariés, individuellement et avec une clause les faisant renoncer à réclamer les conditions antérieures. Leurs revendications portaient principalement sur les conditions de travail dégradées et sur le retour aux conditions salariales anciennes : la prime de panier

qui était de 12 euros est passée à 5,73, la majoration des heures de nuit est passée de 45% à 10%, en même temps que le travail de nuit et des week-ends s'est généralisé avec un planning de travail intenable. Cela alors que Smovengo s'était engagé à maintenir des conditions salariales équivalentes.

La direction a répondu par le mépris, les huissiers, les vigiles. Mais, voyant que la grève tenait, au bout de trois semaines elle a découvert qu'un préavis n'avait pas été déposé et a saisi le tribunal pour faire déclarer la grève illicite, invoquant sa fonction de service public. Service public qu'elle honore très bien, comme s'en aperçoivent les usagers des Vélib'!

Smovengo peut sortir toute sa panoplie répressive et tenter d'écraser toute contestation, elle n'en a pas fini avec la réaction des travailleurs. On n'est plus à l'époque de l'esclavage, même si les dirigeants de cette entreprise s'y croient encore.

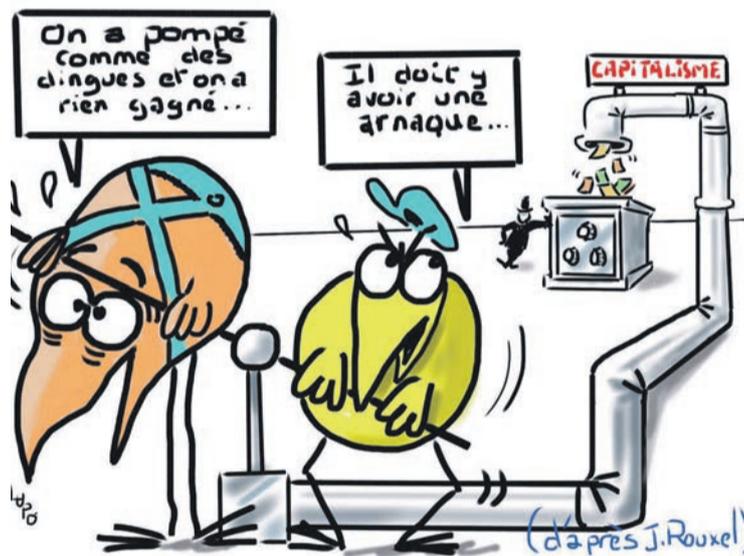
Dans les mêmes locaux

que les salariés Smovengo travaillent aussi d'autres anciens de Cyclocity, mais que Smovengo emploie via une autre entreprise : Vitaservices, du groupe Vitamine T qui est une entreprise d'insertion. Pourquoi une entreprise d'insertion pour des salariés qui travaillaient depuis des années? Pourquoi le travail éclaté, une multiplicité de statuts, si ce n'est pour tirer au maximum profit du personnel?

Les dirigeants de Smovengo sont des escrocs qui méprisent les salariés comme ils méprisent les usagers des Vélib'. Cela apparaît de plus en plus au grand jour. Le transfert du marché à cette société s'est avéré une catastrophe pour les travailleurs mais aussi pour les usagers, et pour les finances des habitants de Paris Métropole qui vont avoir à payer cette gabegie.

Quant à l'exécutif parisien et à la présidence du syndicat mixte Autolib'-Vélib', tenus par le Parti socialiste, ils ont non seulement refusé de recevoir les grévistes mais ont repris les arguments fallacieux de Smovengo sur le caractère prétendument illicite de la grève.

Correspondant LO



SATYS - Toulouse : les peintres ont relevé la tête

Après douze jours de grève totale, les peintres de SATYS-STTS (sous-traitant d'Airbus) ont repris le travail vendredi 15 juin. Le patron a proposé d'intégrer dans le salaire une prime de 80 euros et d'échanger une pause (ils font une pause d'une demi-heure toutes les heures et demie de travail) contre du travail effectif. Au total, cela correspond à une augmentation du taux horaire, le mini passera de 10,27 euros à 11,52 euros.

Quant aux jours de grève, les retenues pourront être échelonnées, jusqu'à quatre mois.

On est loin de ce que les travailleurs réclamaient, mais ils ont osé dire leur mécontentement en utilisant leur seule arme véritable : la grève. Pendant ces jours de lutte, ils ont appris à se connaître, à s'organiser. Cela comptera pour l'avenir, et le patron ne peut pas l'ignorer!

Correspondant LO

Catacombes - Paris : succès de la grève

La vingtaine de grévistes agents d'accueil du musée des Catacombes peuvent être fiers d'avoir fait reculer une direction qui a tenté de jouer le pourrissement du conflit.

Après sept semaines de grève, celle-ci a dû accepter de passer de 60 à 180 euros par mois la prime « osuaire » de travail en souterrain, dans l'humidité et la poussière. Certains agents, anciennement vacataires, qui gagnaient 150 euros de moins, auront une augmentation rapprochant leur rémunération de celle des autres agents. Concernant les vingt embauches revendiquées, ils en obtiennent six. Mais, comme ils le disent, par les temps qui courent, obliger la ville de Paris à créer des emplois n'est pas si facile.

La direction de Paris Musées, dépendant de la ville de Paris, avait déclenché ce conflit avec son mépris pour les problèmes que les agents dénonçaient quant à leurs conditions de travail : absence de pauses, inquiétudes en cas d'évacuation vu le sous-effectif et l'affluence



de visiteurs. Durant la grève, les manœuvres n'ont pas manqué, visant à ouvrir avec quelques vacataires pris dans d'autres musées. Cela n'a fait qu'augmenter la colère et la détermination des grévistes.

Paris Musées perdait dans les 50 000 euros de chiffre d'affaires par jour, car cette visite des Catacombes est très prisée des touristes, dont beaucoup ont versé à la collecte de soutien au piquet de grève. Les grévistes ont aussi vécu ce qu'est une grève difficile, avec toute la solidarité que cela implique, et il suffit de lire leur communiqué : « Réunis dans un fonctionnement

démocratique en assemblée générale, nous avons adopté une stratégie inhabituelle dans les musées de Paris : la grève reconductible. C'est cette pression constante sur la direction qui nous a permis de gagner. » Et, après avoir remercié ceux qui les ont soutenus au cours de la grève, ils ajoutaient : « Nous soutenons les frères et sœurs de combat que nous restons en lutte aujourd'hui où nous reprenons le travail : les grévistes de Vélib, les postiers des Hauts-de-Seine, les cheminots, les étudiants et lycéens... »

Correspondant LO

Euro Disney : condamnation... symbolique

Le 6 octobre 2010, un ouvrier de 53 ans de la société Sin & Stes qui travaillait au nettoyage de l'attraction « It's a small world » sur le parc Euro Disney est mort noyé, coincé sous une barque de 800 kg qu'il nettoyait.

Le 5 juin dernier, le tribunal de Meaux a rendu son verdict sur ce nouvel accident mortel à Euro Disney.

À l'audience du 2 mai, la procureure avait dénoncé une « anarchie totale dans l'organisation du travail » et « des négligences graves en termes de sécurité ». Elle avait requis 400 000 euros d'amende et dix mois de prison avec sursis pour le technicien qui avait mis en route l'attraction. Quant à l'avocat du frère de la victime, d'après le journal *Le Parisien*, il avait comparé Euro Disney à « un délinquant ordinaire qui clame qu'il n'a rien fait de mal » malgré « une série de manquements ».

Le technicien a été heureusement relaxé et la société Euro Disney condamnée à 200 000 euros d'amende – ce qui est bien le moins – et à peine à 15 000 euros de dommages et intérêts à verser au frère de la victime. Le caractère dérisoire de cette somme a fait dire parmi les salariés que « la vie d'un travailleur ne vaut pas cher ! »

Il est vrai que ce n'est pas la première fois qu'Euro Disney est condamné. Ainsi,

un ancien cascadeur qui a eu un très grave accident en 2006, après avoir travaillé pendant cinq ans sur le spectacle de cascades à moto et en voiture de Disneyland, a obtenu en 2013 la condamnation d'Euro Disney pour faute inexcusable. Il y a deux ans, un travailleur de la maintenance de 46 ans est mort électrocuté en dépannant une attraction. Quelques mois auparavant, c'était un ouvrier de 44 ans qui décédait après une chute de 12 mètres sur le chantier de rénovation de l'hôtel Newport Bay Club.

« Nous restons très profondément attristés par cet événement, et nos pensées vont d'abord vers les familles. À Disneyland, la sécurité est indissociable de notre culture, et est au cœur de toutes nos activités », a déclaré un porte-parole d'Euro Disney à la suite du procès. Ce sont des mots, toujours des mots ! Pour assurer leur sécurité, les salariés ne peuvent certainement pas compter sur la « culture » de Disney, mais exclusivement sur leur volonté de l'imposer.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Russie : Poutine s'attaque aux retraites

À la veille du scrutin présidentiel russe de mars dernier, Poutine, alors en campagne pour son quatrième mandat, avait relevé les pensions afin de s'assurer le vote des vieux travailleurs. Et il avait fait savoir qu'il préparait des mesures pour que l'inflation ne rogne plus les retraites. Les élections finies, on voit ce qu'il en est.

En guise d'amélioration du sort des anciens, c'est un coup de gourdin que le gouvernement russe assène aux travailleurs. Il vient d'annoncer que l'âge de la retraite, inchangé depuis 1932, allait passer de 55 à 63 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans pour les hommes ! Ce qui, dit-il, se fera progressivement à partir de 2019... En prime, il vient de décider de passer le taux de la TVA de 18 à 20%.

Les gouvernements occidentaux, d'habitude si prompts à dénoncer les turpitudes du Kremlin, restent muets. Comme s'ils appréciaient en silence le cynisme de leurs homologues russes qui profitent de « la trêve du sport », avec la Coupe du monde de football, pour faire leurs mauvais coups.

Medvedev, le Premier ministre, ose présenter ce bond en arrière comme donnant au pays des « moyens supplémentaires pour augmenter les pensions au-delà de l'inflation ». Il devrait préciser que seuls l'État et les privilégiés qu'il protège en bénéficieront. Pour les

hommes, l'espérance de vie moyenne étant de 66,5 ans et le départ en retraite repoussé à 65 ans, la plupart n'en profiteront guère !

Poutine, à son habitude, s'est tenu à l'écart d'une décision qu'il sait impopulaire en s'abritant derrière Medvedev. Car, même si une bonne partie de la population reste chez soi à regarder les matchs à la télévision, en une semaine, la KTR (Confédération du travail de Russie) a recueilli plus d'un million six cent mille signatures sur une pétition « refusant totalement le projet de relever l'âge de la retraite ».

Rassemblant de petits syndicats dits alternatifs, la KTR compte bien moins de moyens humains et financiers que la centrale FNPR, de fait inféodée au pouvoir. Elle voudrait que se forme « une direction qui représente la société », avec « des syndicats, des citoyens, des associations et des partis politiques », pour décider « d'actions collectives » sur les retraites en prenant en compte tous « les moyens pacifiques de protester ».



À Saratov.

Il n'y a là rien de très radical face au pouvoir qui, lui, est tout sauf un adepte des moyens pacifiques pour imposer sa volonté au reste de la population. Cependant, c'est au moins un moyen pour que les travailleurs élèvent la voix dans ce qui pourrait être la première opposition au grand jour entre les intérêts de la population laborieuse et ceux du régime.

La classe ouvrière a des intérêts spécifiques, irrécyclables, à défendre contre la bureaucratie, les affairistes d'État et leur pouvoir.

C'est une nécessité d'autant plus urgente que

d'autres forces sociales et politiques sont à l'œuvre.

Ainsi, le plus célèbre opposant à Poutine, Navalny, a pris les devants en appelant à manifester le 1^{er} juillet dans une vingtaine de villes, sauf là où des matchs ont lieu. Cet avocat nationaliste et partisan du marché veut s'appuyer sur la petite bourgeoisie qui reproche surtout au régime de l'empêcher de devenir grande. Sa spécialité – dénoncer la corruption, donc ce pouvoir notoirement corrompu – lui a valu un certain succès dans la jeunesse et aussi auprès de certains travailleurs. Et face à tous les partis officiellement dits d'opposition,

mais qui n'ont rien à refuser à Poutine, il aimerait apparaître aussi sur le terrain des retraites comme seul défenseur des intérêts de la population.

Poutine et Navalny ne sont pas exactement les deux faces d'une même médaille, mais la politique de l'un comme celle de l'autre ne peuvent l'emporter qu'en écrasant le monde du travail. Face à elles, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes collectives, et il faudra pour cela qu'en leur sein des militants communistes et révolutionnaires sachent leur en faire retrouver la tradition.

Pierre Laffitte

« Les morts se mettent enfin à parler »

C'est sous ce titre qu'un quotidien russe des milieux d'affaires, *Kommersant*, vient d'annoncer une découverte extraordinaire. À Verkhneouralsk, dans la région séparant la Russie d'Europe de la Sibérie, les ouvriers chargés de faire des travaux dans une prison y ont mis au jour une série de documents que des militants trotskystes soviétiques avaient cachés, sous le plancher de leur cellule, dans les années 1930.

Dans cette cache on a retrouvé quarante-six documents et brochures. Tout cela écrit à la main, composé avec très peu de moyens dans un format très petit pour pouvoir être caché, et transmis. Il s'agissait de les faire passer d'un isolateur à un autre – du nom des prisons à régime renforcé où la dictature stalinienne enfermait des milliers de bolcheviks-léninistes, comme s'appelaient eux-mêmes les trotskystes – ou à l'extérieur, à des militants de l'Opposition de gauche alors encore en liberté pour peu de temps.

Dépouiller et publier tous ces documents pourrait prendre deux ans, et seule une volumineuse brochure, écrite en 1932 ou 1933 à Verkhneouralsk, a pour le moment paru sur le site de

Kommersant. Elle s'intitule *La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes*. On y voit ces militants, emprisonnés depuis des années, épiés, privés de tout, de plus en plus coupés de l'extérieur et de leurs camarades – tel Trotsky que Staline avait expulsé d'Union soviétique en espérant le neutraliser – retrouver les mots, les analyses de Trotsky. Par exemple quand ils défendent l'avenir de l'État ouvrier né d'Octobre 1917, avenir que compromettent la gabegie bureaucratique, l'impréparation et la brutalité de la collectivisation stalinienne...

Alors que la classe ouvrière soviétique se trouvait sous la botte du stalinisme, qu'à l'étranger les partis sociaux-démocrates



Brochure : « La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes ».

et staliniens cherchaient, chacun à sa façon, à éviter que la classe ouvrière reparte à l'assaut du pouvoir, et alors qu'en URSS nombre d'anciens opposants à Staline avaient capitulé, ces militants trotskystes ne baissaient pas les bras.

Même dans les pires conditions, ils restaient décidés à combattre à la fois le stalinisme, la bureaucratie et la domination de la bourgeoisie mondiale. Cela sous leur drapeau : celui du pouvoir de la classe ouvrière, celui de la fidélité au léninisme, à la révolution

d'Octobre 1917 et à la révolution mondiale.

Staline et ses sbires se préparaient à liquider le parti de Lénine dans les procès de Moscou et à faire fusiller à la mitrailleuse, faute d'avoir pu les briser, des milliers de trotskystes regroupés dans les camps de Vorkouta, dans le Grand Nord, et de la Kolyma, dans l'Extrême-Orient sibérien. Cependant, les militants de Verkhneouralsk dont on retrouve quatre-vingt-cinq ans après les écrits et la preuve de leur activité, cherchaient à maintenir jusqu'au bout le

flambeau.

On voit réapparaître les noms de quelques-uns de ces militants qui allaient périr : Mikhaïl Bodrov, entré dans l'Armée rouge à dix-sept ans, fusillé à trente-cinq ans ; Gdali Milman, komsomol devenu trotskyste, fusillé à trente-et-un ans ; Barkine ; Melnaï, etc.

Lutte ouvrière veut s'inscrire dans le fil de cette tradition communiste révolutionnaire, de la fidélité à la classe ouvrière que seul le trotskysme a su incarner au travers de ses militants, comme ceux de Verkhneouralsk, une politique authentiquement communiste, ouvrière, internationaliste, qu'ils ont défendue sous le stalinisme, quand il était « minuit dans le siècle ».

C'est en prenant exemple sur ce qu'ils ont été et en reprenant les idées du trotskysme qu'aujourd'hui, en France comme partout, les nouvelles générations pourront aller de l'avant dans la lutte pour un monde débarrassé de l'exploitation et du capitalisme.

P. L.